

Entre croissance et décroissance, réinventer le politique

Un article de Geneviève Azam (paru dans Politis)

Depuis plus d'un siècle, un large consensus entoure l'idée de croissance, assimilée à celle de progrès et d'abondance. Les Trente Glorieuses font souvent figure de paradigme : recul de la pauvreté dans les pays riches, hausse du pouvoir d'achat moyen, réduction des inégalités, mise en place de l'État Providence et de droits sociaux. L'idée que le progrès social était automatiquement engendré par le progrès économique, mesuré par le taux de croissance, semblait se vérifier. C'était déjà passer bien vite sur la volonté politique d'un nouveau contrat social exprimée dès la fin de la guerre et sur les luttes sociales qui ont suivi.

Dans ce concert de réussite, les voix discordantes étaient étouffées. La croissance des pays riches s'accompagnait pourtant d'une marginalisation du Tiers-Monde : qu'à cela ne tienne, de grands projets de développement devaient permettre le « rattrapage » de ces pays.

Elle s'accompagnait également d'un gaspillage insensé des matières premières et d'une exploitation frénétique des terres. En 1972 pourtant l'alarme est sonnée avec la publication d'un rapport du Club de Rome, Halte à la croissance, et la critique de la croissance exprimée lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm. N'était-il pas naïf de croire en la croissance zéro, dans un système qui n'a rien d'autre à offrir que la croissance et l'espoir d'une consommation renouvelée ?

La crise économique, le retour du chômage ont fait taire ces voix pour un temps. Le travail tend alors à ne plus être considéré comme un droit, il devient un véritable privilège qui se paie. Ceux qui en sont pourvus doivent accepter la dérégulation, la flexibilité, la précarité, conditions affichées pour retrouver la croissance perdue, prétextes pour améliorer la rentabilité du capital. Quant aux chômeurs, ce sont les victimes expiatoires de la nécessaire « modernisation ».

Que signifie la croissance ?

C'est d'abord l'augmentation durable de la production de biens et services, mesurée par le PIB, Produit Intérieur Brut, et censée augmenter le bien-être général. Bien sûr il est entendu que cette croissance s'accompagne de transformations qui peuvent induire certains dégâts, « les dégâts du progrès », des « externalités négatives » dans le langage des économistes.

Mais ce négatif de la croissance apparaît toujours comme mal nécessaire pour accéder au Bien et aux biens. C'est le principe politique de la fécondité du mal de Machiavel transposé dans le monde de l'économie. Et le mal est d'autant plus fécond qu'il exige pour sa réparation de nouvelles productions et une nouvelle croissance, plus écologique, soutenable, capable de gérer ces « externalités » en les transformant en nouvelles marchandises. Le marché des droits à polluer en est un exemple.

Mais la croissance, dont le démarrage est contemporain de l'épanouissement du capitalisme industriel, renvoie également à une vision et une organisation particulières des sociétés. Marx, dans sa critique de l'Économie Politique a particulièrement bien vu cette mutation : « C'est sous la forme de l'échange et du commerce que l'économie politique conçoit la communauté des hommes ou leur humanité en acte, leur intégration réciproque pour une existence dans la solidarité, pour une vie vraiment humaine (...). La société, dit Adam Smith, est une société commerçante. Chacun de ses membres est un commerçant » [1].

La société se trouve dès lors réduite à une communauté de besoins et le lien social à un lien économique. L'Humanité se construit dans l'accumulation du capital et des richesses pour satisfaire des besoins dits illimités.

Rien d'étonnant que les classements des sociétés selon leur « développement » ou leur degré de

« civilisation » empruntent à cette vision.

Dès lors, la construction de la Cité, le politique deviennent secondaires, ou même nuisibles dès lors qu'ils peuvent gêner l'expression commerçante de l'Humanité. La valeur marchande devient la valeur des valeurs.

Voilà pourquoi les liens entre l'apologie de la croissance et le libéralisme économique sont consubstantiels. Le laissez-faire, la recherche de l'intérêt individuel sont censés produire le bien commun, supprimant toute idée de limite politique, sociale ou écologique à la loi économique de l'efficacité. Ces visions s'accordent avec la logique capitaliste imprégnée de la nécessité d'accumuler toujours davantage, du désir d'un profit toujours renouvelé. La volonté de production et de puissance devient elle-même indéfinie. Dans cette course pour transformer en valeur marchande l'ensemble des valeurs d'usage et supprimer toute idée de gratuité, il faut recréer en permanence de nouvelles raretés qui permettront l'ouverture de nouveaux marchés, contrôlés par les brevets.

Les humains se trouvent alors instrumentalisés, le monde devient simple instrument de calculs. Dépouillée des grands mythes, la Nature est conçue comme objet, réservoir inerte de matières premières et de richesses à transformer en produits. Sa domination et sa maîtrise dessinent les frontières de l'Humanité, la sortie de la barbarie. Elle est réduite à un décor, un « environnement » entourant une activité humaine détachée de toute contrainte, et de plus en plus à un véritable dépotoir. Ce rêve de maîtrise apparaît aujourd'hui comme une régression, dans la mesure où il fait vivre l'illusion infantile de l'omnipotence et repousse l'acceptation des limites de notre autonomie collective.

Faut-il pour résister à ce modèle, lui opposer la décroissance ?

La société de croissance à l'épreuve de quelques résultats Entre 1950 et 2000, l'activité économique mondiale a été multipliée par 7. Pendant ce temps, les inégalités mondiales n'ont fait que croître. En 1960, les revenus combinés du cinquième le plus riche de la population mondiale étaient trente fois supérieurs à ceux du cinquième le plus pauvre, soit un rapport de 1 à 30.

En 1991, le rapport passe de 1 à 60 et en 1998, de 1 à 78 [2].

Au total, ce sont 1,3 milliard de personnes qui ont moins d'un dollar par jour pour vivre. Les solutions préconisées par la Banque Mondiale, ouverture maximale des marchés, priorité à l'exportation, OGM, privatisations des services publics, organisation d'un marché mondial des biens communs, consistent en la reconduction des facteurs à l'origine du problème.

Un article récent du journal Le Monde titrait : « La Chine fait flamber les prix des matières premières » [3]. Les besoins en minerai de fer ont ainsi triplé en trois ans et les tensions sur ces marchés sont d'autant plus vives que les producteurs s'emploient depuis plusieurs années à rationner l'offre : les prix des matières premières importées en Chine flambent.

Si la croissance chinoise s'amplifie encore et est relayée par celle de l'Inde, que va-t-il advenir de la croissance dans les pays riches avec une telle augmentation des coûts de production ? Après un moment d'angoisse, la machine euphorisante reprend le dessus : la croissance dans les pays riches serait essentiellement fondée sur la production de services immatériels dont la dépendance par rapport aux matières premières est faible.

Pourtant ce mythe d'une croissance dématérialisée, entretenu un temps par les performances boursières de l'e-économie, par l'invocation d'une « économie de la connaissance » et le développement des bio-technologies, résiste mal à l'épreuve des faits : ces techniques ne se détachent jamais totalement de leur contenu matériel, elles reposent sur un appareillage sophistiqué et ont besoin d'énergie pour fonctionner.

Il est vrai que dans les pays du Nord, on note une baisse relative de l'utilisation des matières

premières par rapport à la croissance du PIB. Mais loin d'en tirer les enseignements nécessaires pour l'ensemble du monde, ces derniers incriminent les pays pollueurs du Tiers-Monde dont la consommation d'énergie fossile augmente considérablement !

La dégradation de l'environnement n'aurait pas pour source majeure l'accumulation frénétique du capital et de la richesse dans les pays riches mais la pauvreté ou plutôt les pauvres qui ne possèdent pas « encore » les techniques propres.

C'est vite oublier les disparités mondiales en matière de consommation des matières premières. La consommation d'énergie Primaire (CEP) par habitant en tonnes équivalent pétrole est de 1,7 pour la moyenne mondiale, de 8,1 pour l'Amérique du Nord, 3,5 pour l'Europe de l'Ouest, de 1,2 pour l'Amérique Latine, de 1 pour la Chine, 0,6 pour l'Afrique et 0,5 pour l'Inde [4].

Mais l'article du journal Le Monde, soucieux des conséquences de la croissance en Chine pour les pays riches, oublie de dire à quel point cette croissance produit dans la région des dégâts écologiques et sociaux considérables. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, un nuage brun s'étend sur le continent asiatique : « Ce nuage est le résultat de feux de forêts, de la combustion de déchets agricoles, de l'augmentation de la combustion de pétrole par les automobiles, les centrales thermiques et l'industrie » [5].

Le rapport estime que ce nuage, outre les dégâts en matière d'agriculture, pourrait être responsable de centaines de milliers de décès prématurés du fait de maladies respiratoires.

La littérature chinoise contemporaine, souvent marquée d'une forte sensibilité écologique, témoigne de ces faits.

Goa Xingjian, récent prix Nobel de littérature, parsème son roman *La Montagne de l'âme* d'émotions ressenties devant la disparition des forêts primitives transformées en matériaux, devant la disparition de centaines d'espèces de poissons d'eau douce :

« Les tortues et les poissons de la rivière Wusong qui traverse la ville en exhalant ses odeurs putrides sont morts. Je n'arrive pas à comprendre comment les habitants de Shanghai peuvent continuer à vivre ici. Même l'eau courante traitée est jaune et garde une odeur de chlore. Les hommes sans doute sont plus endurants que les poissons et les crevettes » [6].

La tentative d'universalisation du modèle économique occidental anéantit l'espoir d'universalité des droits sociaux et politiques. Elle n'est possible en effet qu'au prix d'une augmentation des inégalités au Sud et au Nord, de la mise en place de sociétés répressives pour contenir les revendications, et de la destruction programmée de la planète.

Par exemple, si les Chinois voulaient consommer l'équivalent en poisson d'un habitant japonais, il faudrait 100 millions de tonnes de poisson pour la Chine, c'est-à-dire l'équivalent du produit mondial de la pêche. S'ils devaient consommer de l'essence au même rythme que les Américains, il faudrait 80 millions de barils par jour, soit plus que les 74 millions qui sont produits dans le monde [7].

Une étude de l'Académie des Sciences des USA en 2002, dirigée par Mathis Wackernagel, montre que depuis 1980, nous consommons plus que ne peut produire la planète de façon durable : 70 % de la biosphère étaient utilisés en 1961 et 120 % en 1999. La disparité est très forte entre les pays : la moyenne mondiale représente 2,3 hectares par personne, mais 9,7 pour les USA, 5,4 pour le Royaume-Uni et 4,7 pour l'Angleterre [8].

De même, suite aux travaux du géologue américain King Hubbert, plusieurs études montrent que si la durée d'exploitation des réserves de pétrole est encore importante, le déclin de sa production devrait advenir dans les prochaines années [9]. Or les énergies renouvelables seront insuffisantes pour compenser ce manque.

C'est une autre manière de lire la guerre américaine en Irak, conçue avec des experts du pétrole très au fait de la situation à venir, et de deviner ce que pourrait être un éco-totalitarisme.

L'accélération du changement est telle qu'elle ne permet plus de penser et imaginer en même temps les transformations des institutions sociales, comme l'a souligné le philosophe allemand Günther Anders : « Entre notre capacité de fabrication et notre capacité de représentation, un fossé s'est ouvert, qui va s'élargissant de jour en jour (...). En termes plus simples : les objets que nous sommes habitués à produire à l'aide d'une technique impossible à endiguer, et les effets que nous sommes capables de déclencher sont maintenant si gigantesques et si écrasants que nous ne pouvons plus les concevoir, sans parler de les identifier, comme étant nôtres » [10].

Par exemple les transformations du climat exigeraient la mise en œuvre de normes internationales. À la Conférence des Nations Unies à Rio en 1992 fut pris l'engagement de revenir aux niveaux d'émission de dioxyde de carbone de 1990, à l'horizon 2000. Les résultats sont accablants : les émissions se sont depuis accrues de 18,1 % aux USA, de 12,8 % au Canada et de 28,8 % en Australie [11].

Voilà pourquoi les catastrophes prennent la figure du destin et de la fatalité. Elles ne sont plus ressenties comme le résultat d'un manque de puissance, mais comme une impuissance à maîtriser la puissance. En même temps se construit une activité sophistiquée de la « gestion des risques ». Cette mise en œuvre d'une culture du risque visant à rationaliser les comportements constitue un obstacle à la conscience que la catastrophe n'est pas fatale et que la société industrielle devra s'imposer à elle-même des limites si elle ne veut pas s'abîmer dans un nouveau totalitarisme.

En effet, dans une société de la catastrophe, l'état d'exception tend à devenir l'état normal et pointe alors un totalitarisme légitime de la prévention. La croissance des risques implique la recherche du bouc-émissaire et l'émergence de formes répressives de maîtrise de la peur et de l'incertitude.

Peut-on penser les alternatives en termes de décroissance ? Le concept de décroissance, construit par l'économiste Georgescu Roegen [12] (1906-1994) a le mérite de réactualiser ces critiques de la croissance et d'ouvrir à nouveau le débat.

Selon Georgescu-Roetgen, la croissance est un phénomène entropique : nous vivons dans un univers fini, limité, et la civilisation industrielle, qui utilise essentiellement les ressources terrestres, diminue « la dot » de l'humanité de manière irréversible. Il invite donc à penser l'économie humaine dans le cadre de l'économie de la biosphère et parle alors de décroissance nécessaire pour assurer la vie des générations futures. Au-delà des controverses qu'elle suscite, cette pensée a trouvé un écho au début des années 1970, alors qu'émergeait la critique écologique de la croissance.

Au même moment, Ivan Illich [13] dénonce la contre-productivité du modèle industriel de production, en montrant comment, au-delà de certains seuils de développement, la médecine abîme la santé, les transports immobilisent, l'agriculture industrielle tue. Rien d'étonnant alors de le retrouver en 2001 aux côtés de José Bové lors du colloque Défaire le développement, refaire le monde, organisé par l'association La Ligne d'horizon, marquée par son combat pour l'après-développement et la décroissance.

En effet, c'est la critique du concept même de développement [14] que les « objecteurs de croissance » ont en commun. Elle puise à plusieurs sources et d'abord à la critique de l'idée de « progrès », d'évolution linéaire et unique de l'Humanité, comme fondements et outils de légitimation de la domination du modèle occidental.

Penser en termes de décroissance consiste à refuser la distinction communément admise entre la croissance qui serait purement quantitative, et le développement qui supposerait des transformations qualitatives : le mirage du développement, fût-il baptisé durable, est un artifice qui habille la recherche incessante de la richesse matérielle et l'illusion d'une croissance éternelle.

À l'intérieur de ce corpus commun, s'expriment des sensibilités différentes : le développement est pour certains l'habit de la domination techno-scientifique occidentale, il signifie essentiellement le mépris de la Nature pour d'autres, il est synonyme d'expansion illimitée du capitalisme et d'émergence de formes nouvelles de colonialisme et d'impérialisme pour d'autres encore.

Les catastrophes écologiques à répétition, l'échec du développement pour le Tiers-Monde, l'explosion des inégalités et de la pauvreté, la mascarade du développement durable servi à souhait par les multinationales et les institutions financières internationales, donnent un écho à cette pensée qui se présente comme nouveau paradigme, nouvel imaginaire, nécessaire pour penser les changements et les rendre possibles.

Ce concept est-il suffisant pour penser théoriquement et concrètement des alternatives ?

Les difficultés commencent avec l'identification du nouveau paradigme. De quoi veut-on d'abord se défaire ?

Du capitalisme, du modèle culturel occidental, de la modernité, du productivisme, du libéralisme économique ?

L'accent mis sur l'un ou l'autre de ces modèles induit des visions du monde et des registres de pensée et d'action différents qui doivent se confronter. Le concept de décroissance ne peut à lui seul les transcender.

Par ailleurs, peut-on avec un tel concept englober et traduire la diversité des situations et des alternatives ? Ne sommes-nous pas à nouveau enfermés dans un raisonnement binaire croissance-décroissance et dans la recherche d'un modèle global alternatif ?

Prenons pour exemple la critique écologique de la croissance.

Les ravages de la conception d'une Nature-objet imposent la recherche d'un nouveau modèle, qui pourtant ne saurait être l'opposé du précédent.

La promotion d'une nature-sujet reviendrait à une attitude fusionnelle d'osmose, à la naturalisation des corps et des êtres, à la manière des tenants de « l'écologie profonde ». Il est donc nécessaire de sortir du raisonnement binaire et de réinventer la relation entre les hommes et la Nature, de se départir du lien sujet-objet, de retrouver la part de la limite choisie collectivement.

Voilà pourquoi la critique de la croissance est aussi une critique politique, ce que laisse peu entendre la notion de décroissance.

La décroissance peut-elle permettre de désigner l'ensemble des aspirations, des besoins, des expériences et résistances à l'ordre mondial actuel ?

Ne risque-t-on pas de figer des positions, en alignant des garnisons idéologiques pour et contre, plutôt que de laisser ouvert le débat pour enrichir et élargir les perspectives ?

L'actualité fournit quelques repères.

L'Inde a construit depuis l'Indépendance 3300 grands barrages. Selon les calculs rapportés par l'écrivaine indienne Arundhati Roy, 33 millions de personnes au minimum ont été déplacées, 40 millions selon les propos privés d'un commissaire au Plan. Avec l'appui de la Banque Mondiale, un millier de grands barrages supplémentaires sont prévus. Pourtant un cinquième de la population est toujours privée d'eau potable et deux tiers, soit plus de 600 millions d'habitants, manquent des installations sanitaires élémentaires [15].

« Les grands barrages sont au « Développement » d'un pays ce que sont les bombes atomiques à son arsenal militaire. Les uns comme les autres sont des armes destinées à la destruction en masse. (...) Des signes de mauvais augure d'une civilisation qui se retourne contre elle-même » [16].

C'est pour retourner ce processus que dans le district d'Alwar, dans le Rajasthan, la construction de réservoirs en terre, à partir de techniques traditionnelles, a permis de faire reculer la désertification due à l'exploitation intensive des eaux souterraines. Le projet mené par une ONG, avec la participation active des villageois, a permis de sauver plus de mille villages abritant plus de 700 000 personnes. La végétation recouvre aujourd'hui près de 60% du district contre 6 % en 1987 [17].

Coût de l'opération : 1,5 million d'euros sur 15 ans. Le prêt prévu de la Banque Mondiale pour le

seul barrage de Sardar Sarovar sur la Narmada en 1985 était de 450 millions de dollars !

Cette alternative est moins porteuse de croissance que les tonnes de béton des grands barrages. Faut-il pour autant parler de décroissance pour la désigner ? La conquête de la dignité, l'action collective retrouvée, le droit à l'autonomie alimentaire se réduisent-ils à de la décroissance ?

Dans la région du Cerrado au Brésil, une quinzaine d'ethnies sont menacées de disparition par un projet de monoculture de soja transgénique sur 1,5 millions de mètres carrés de savane. Ce soja va alimenter l'agriculture productiviste européenne (80 % de la production est exportée vers l'Europe) et le profit des multinationales de l'agro-alimentaire [18].

C'est l'exemple-type des effets de l'endettement du Tiers-Monde, contraint à développer les produits d'exportation pour rembourser la dette. Parler là de décroissance est réducteur et peu mobilisateur, alors que les mouvements pour l'annulation de la dette, pour la sauvegarde de la diversité culturelle, induisent cette exigence, au Nord et au Sud.

Ces exemples témoignent de recherches d'autres voies, portées par des nécessités évidentes.

Il est vrai que dans les pays riches, ces nécessités sont obscurcies par l'empilement des gadgets, par le camouflage de la pauvreté et de la misère, par l'espoir qu'une croissance soutenue améliorerait le sort des exclus et précaires. Il est vrai que de nombreux droits sociaux ont été conquis et réalisés au nom du progrès, dans un contexte de forte croissance économique qui dans le même temps marginalisait le Tiers-Monde et massacrait la nature.

Toutefois si la décroissance signifie la remise en cause de ces droits concrets au nom des intérêts supérieurs de l'Humanité ou de Gaïa Genetrix, elle est une idéologie redoutable aux ressorts sacrificiels déjà expérimentés.

En revanche, si la décroissance inaugure une réflexion politique fondée sur l'exigence et l'urgence de soumettre les choix collectifs à leur impact écologique et social global, alors elle a un sens dans des sociétés excluantes et de plus en plus répressives, modelées par l'imaginaire du toujours plus, de l'oubli des générations futures, de la perte de sens compensée par une consommation boulimique, toujours insuffisante : « Seuls 15 % des ménages français sont sur-endettés (...). Serions-nous donc en retard, privés d'un outil efficace de stimulation de la croissance ? » [19].

Faute de revenus, place au sur-endettement pour tirer la croissance !

Cette réflexion portée au cœur même du modèle économique occidental peut alors être entendue comme souci d'universaliser concrètement les droits humains, comme appui nécessaire pour tous ceux qui dans le monde refusent ce modèle global, à l'image des scientifiques de l'Académie Chinoise des Sciences qui remettent en cause dans un livre blanc [20] le choix d'une économie fondée sur l'énergie fossile.

Elle devrait être également entendue comme conscience que l'imaginaire d'une expansion illimitée, de désirs insatiables, d'une accumulation sans borne, nous prive de la nécessaire discussion de l'auto-limitation, nous prive du politique :

« La société capitaliste est une société qui court à l'abîme, à tout point de vue car elle ne sait pas s'auto-limiter. Et une société vraiment libre, une société autonome doit savoir s'auto-limiter, savoir qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire ou qu'on ne doit pas faire ou qu'il ne faut même pas essayer de faire ou qu'il ne faut pas désirer » [21].

Mais ce concept est-il suffisant pour dire à quel point le projet capitaliste planétaire engendre pour sa survie et dès aujourd'hui des pouvoirs de type totalitaire qui anéantissent l'idée même de société, de monde commun et conduisent aussi à des catastrophes politiques ? Il ne suffira pas de décroître pour sauver une vie authentiquement humaine sur la planète.

Geneviève Azam, économiste, membre du Conseil Scientifique d'ATTAC

[1] Karl Marx, 1844, Économie et philosophie, Manuscrits parisiens, pp.23-24, Volume II, La

Pléiade.

[2] PNUD, 1999, Rapport mondial sur le développement humain, Economica.

[3] Martine Orange, 2003, « La Chine fait flamber le prix des matières premières », Le Monde, 13 novembre 2003.

[4] Alain Gras, 2003, Fragilité de la puissance, p76, Fayard.

[5] PNUE, 2002, Communiqué de presse du 15 août 2002, cité in Corinne Smith, 2002, « Nuage brun sur l'Asie, L'écologiste, octobre 2002.

[6] Gao Xingjian, 2002, La montagne de l'âme, p.623, Éditions de l'Aube.

[7] Lester.R. Brown, 2003, Eco-Économie, p.31, Seuil.

[8] Compte-rendu de l'étude in L'écologiste, octobre 2002, pp.31-36. Voir aussi, M. Wackernagel et W. Rees, 1999, Notre empreinte écologique, Éditions Écosociété.

[9] Jean Laherrère, 1998, « La fin du pétrole bon marché », Pour la science, mai 1998.

[10] Gunther Anders, 1964, Nous, fils d'Eichmann, Édition Rivages 2003, p.52.

[11] Matilda Lee, « L'État de la planète 2002 », L'Écologiste, Octobre 2002, p.25.

[12] Nicholas Georgescu-Roegen, 1995, La décroissance, Sang de la Terre.

[13] Ivan Illich, 1973, La convivialité, Seuil ; 1975, Némésis médicale, Seuil.

[14] Latouche Serge, 1989, L'occidentalisation du monde, La Découverte ; 1991, La planète des naufragés, La Découverte.

Cornélius Castoriadis, « Réflexions sur le développement et la rationalité, Les carrefours du Labyrinthe II, Seuil.

Gilbert Rist, 1996, Le développement. Histoire d'une croyance occidentale, Presses de Sciences Po

François Partant, 1997, La fin du développement, Actes Sud

[15] Arundhati Roy, 1999, Le coût de la vie, p.31, Arcades, Gallimard.

[16] Idem, p.111

[17] Libération, 5 janvier 2004.

[18] Alexandre Bruand, « Les indiens sacrifiés au soja », Politis, 8-14 janvier 2004.

[19] Isabelle Rey-Lefebvre, Le Monde, 10-11 janvier 2003.

[20] Ding Guangwei et Li Shishun, 1999, « Analysis of impetuses to change of agricultural land resources in China », Bulletin of the Chinese Academy of Sciences, Vol 13, n°1.

[21] Cornélius Castoriadis, Le Monde Diplomatique, août 1998.